

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

UKRAINE : L'ARMÉE RUSSE DÉFEND "LA PATRIE", AFFIRME POUTINE

Le président russe Vladimir Poutine a proclamé hier que son armée combattait en Ukraine pour défendre "la patrie" face à la "menace inacceptable" que représente son voisin soutenu par l'Occident, devant des milliers de soldats russes défilant sur la place Rouge pour marquer l'anniversaire de la victoire de 1945 sur l'Allemagne nazie.

LA FRANCE FACE À UN RISQUE "D'ÉVICTION" EN AFRIQUE DE L'OUEST

La France doit regarder en face son déclassement en Afrique et même le risque d'une "éviction" si elle ne repense pas complètement sa stratégie globale au Sahel et en Afrique de l'Ouest en général, estimait hier le chercheur Elie Tenenbaum. A la veille de la publication ce mardi d'un rapport sur le sujet de l'Institut français des relations internationales (IFRI), son directeur du Centre des études de sécurité dresse un constat difficile pour Paris.

NIGERIA : 48 PERSONNES TUÉES DANS LE NORD-OUEST

Au moins 48 personnes ont été tuées dans des attaques menées par des hommes armés contre trois villages de l'Etat de Zamfara, dans le nord-ouest du Nigeria, ont déclaré dimanche dernier un responsable local et un habitant. Ces violences sont les dernières en date imputées à des bandes criminelles, des "bandits" qui terrorisent depuis des années le centre et le nord-ouest du Nigeria, pillant, kidnappant et tuant les habitants.

J.O.

Journée de l'Europe : quand la guerre en Ukraine s'impose à tous !

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'UNION européenne (UE) a organisé hier la Journée de l'Europe, à Strasbourg, au nord-est de la France. L'organisation communautaire européenne a affiché ses valeurs de paix et d'unité en opposition au discours guerrier de Vladimir Poutine, en célébrant à Strasbourg la Journée de l'Europe autour du président français Emmanuel Macron, fraîchement réélu. En fin d'après-midi, ce dernier s'est rendu à Berlin, en Allemagne, réservant, comme de coutume, la première visite officielle depuis sa réélection au chancelier allemand Olaf Scholz. Un appui à l'amitié franco-allemande, "avec une symbolique encore plus forte du jour de la fête de l'Europe", souligne-t-on à l'Elysée. En ce 9 mai, jour également de célébration par la Russie de la victoire sur l'Allemagne nazie en 1945, à l'occasion duquel le président russe Vladimir Poutine a assuré que son armée défendait "la patrie" en Ukraine (lire ci-contre), "deux modèles s'affirmeront face à face", considère la présidence française. "Ce 9 mai, l'histoire retiendra qu'à Moscou, une armée d'agression défilait et qu'ici à Strasbourg, capitale de la réconciliation de l'Europe, des centaines de citoyens se réunissaient pour refonder notre union", a prédit le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, lors de la cérémonie de clôture de la Conférence sur l'avenir de l'Europe au Parlement européen à Strasbourg. Dans l'hémicycle du Parlement européen, le discours d'Emmanuel Macron, attendu en fin de cérémonie, devait "viser à recevoir les propositions des citoyens et à poser un certain nombre d'enjeux dans le contexte de la guerre en Ukraine", a avancé l'Elysée.

Née d'une idée du président français, la Conférence sur l'ave-



Les dirigeants de l'UE dont Emmanuel Macron, président en exercice de l'UE, à Strasbourg hier.

nir de l'Europe avait débuté très laborieusement il y a un an, entre un enthousiasme très limité de la part de certains et la crise sanitaire compliquant débats et rencontres. Au final, à travers un vaste processus de panels et de groupes de travail thématiques,

associant 800 citoyens, des élus, des représentants divers de la société civile, quelque 325 mesures déclinant 49 propositions ont été approuvées le 30 avril.

L'Elysée considère que cette consultation a été "un moment de respiration démocratique".

Et ce malgré un écho limité et des critiques sur la place de citoyens, considérée par certains comme superficielle, ainsi que sur ce que les partis politiques contempteurs de l'UE ont dénoncé comme un entre-soi trop pro-européen.

Révision des traités européens

JO
Libreville/Gabon

Le rapport final de cette consultation citoyenne a été officiellement remis hier aux présidents des trois institutions européennes : Roberta Metsola pour le Parlement, Ursula von der Leyen pour la Commission et Emmanuel Macron, la France assurant la présidence tournante du Conseil de l'UE jusqu'à fin juin. A charge désormais pour les dirigeants de l'UE de décider de donner vie ou pas à ces demandes citoyennes. "Ces propositions montrent la voie à suivre pour notre union pour les décennies à venir : une union plus intégrée, plus démocratique, capable d'agir plus rapidement et de manière plus décisive face aux défis auxquels nous serons confrontés", a estimé l'eurodéputé libéral belge Guy Verhofstadt, co-président



L'hémicycle du Parlement européen.

de cette conférence. L'unanimité des Etats membres, nécessaire sur un certain nombre de sujets, la fiscalité notamment, et source fréquente de blocages, comme le montrent actuellement les discussions difficiles sur un embargo du pétrole russe, est également remise en cause.

Si la mise en place d'un "fédéralisme pragmatique et d'idéaux" dans une UE destinée à s'élargir "nécessite une procédure de changement de traités, alors

allons-y, avec courage et assurance", avait lancé mercredi dernier, devant les eurodéputés, le Premier ministre italien Mario Draghi. Une révision des traités, "n'est ni un totem, ni un tabou", affirme de son côté l'Elysée. En revanche, des pays de l'UE, dont le Danemark, la Suède, la Finlande et la Bulgarie, ont fustigé les "tentatives inconsidérées et prématurées" de lancer une procédure de changement des traités.